Ce que nous voulons

Nous nous sommes réunis, représentants de collectifs locaux issus d'espaces militants d'associatifs, syndicaux, politiques (du PC, de la LCR,), [le Mars, le PC et les Alternatifs représentés par des membres de leurs directions] regroupés dans le cadre de *Convergence citoyenne pour une Alternative à gauche (CCAG)*, et dans le cadre de *l'Appel pour des candidatures antilibérales unitaires en 2007 et 2008*. Nous avons pris ensemble l'engagement de participer à toutes les initiatives collectives permettant un large débat public sur les conditions sociales, économiques et politiques de la transformation sociale, et d'en animer ensemble dès le mois de mars partout où nous pourrons en organiser. C'est la première fois qu'une telle décision se prend avec une telle composition sociale et politique.

***Ce texte propose un cadre, il précise la démarche que nous cherchons à mettre en oeuvre. Il est soumis au débat pour être complété amendé, transformé par toutes celles et tous ceux qui souhaitent s'y associer.* Le 29 Mai a montré que les forces pour la transformation sociale existaient et pouvaient être majoritaires.**

Nous voulons battre la droite dès aujourd'hui et lors des prochaines échéances électorales, mettre fin à la contre révolution libérale qui détruit les libertés et les droits sociaux.

Battre la droite c'est d'abord s'opposer dans la rue à ce qu'elle fait, mais aussi élaborer des mesures cohérentes alternatives et s'engager dans une construction politique susceptible de tirer toute la gauche vers une politique de transformation sociale.

Pour cela il faut aussi faire renaître l'espoir d'un changement possible, qui améliore tout de suite les conditions de vie de ceux qui sont les premières victimes du libéralisme. Les dégâts du libéralisme imposent, à nos yeux, l'urgence d'en finir avec un système autoritaire, élitiste et injuste.

Nous pouvons imposer dans le débat public des exigences pour une alternative, débattre avec le plus grand nombre de personnes des mesures à prendre, bref nous lancer dans une élaboration populaire de ce que doit être l'alternative : que ce soit en termes de perspectives pour changer le monde, de mesures d'urgence ou d'un programme pour les futures échéances électorales et de participation aux enjeux électoraux et institutionnels.

L'heure n'est pas aux accords de sommet, ni à des primaires pour désigner le bon candidat, ni à considérer l'élaboration politique comme un territoire réservé aux seuls partis. Elle est à proposer à toutes celles et à tous ceux qui subissent le libéralisme de participer à définir ce qui doit changer et par quels moyens. L'engagement citoyen sera nécessaire pour construire cette alternative mais aussi pour la porter dans le temps de façon à créer un rapport de force indispensable à sa réussite.

Ce qui veut dire que chaque composante accepte de mettre dans le débat public ses exigences, ses priorités et ses propositions.

Ce qui veut dire aussi que chaque organisation accepte de ne plus jouer le jeu du présidentialisme de la 5ème république, conçue pour enfermer dans le bipartisme et une conception de plus en plus réductrice de la vie politique. La diversité d'organisations et de collectifs, loin d'être source d'éparpillement des mouvements, peut au contraire élargir l'éventail d'hommes et de femmes qui transforme leurs mécontentements et leurs luttes en un processus qui permette à chacune et à chacun de décider de la stratégie politique à mettre en oeuvre dans les prochaines échéances. Cela implique aussi de lutter de façon coordonnée en Europe pour exiger des garanties communes : des minima sociaux et une fiscalité progressivement harmonisés sur les mieux-disant sociaux et fiscaux, l'abrogation des articles et des directives obligeant à la libéralisation des activités publiques (services en particulier).

La gauche ne peut retrouver de la crédibilité et gagner que si elle affirme en actes rompre avec une certaine forme de représentation politique rejetée par une très grande partie des électeurs de gauche. Refuser de comprendre cette crise après les présidentielles de 2002, le référendum sur la constitution européenne, ,c'est se condamner à l'échec.

La crise du libéralisme (et surtout du social libéralisme) appelle une alternative qui rompe avec les politiques menées depuis 20 ans, et ceci dans tous les domaines : à la politique d'un possible défini par le diktat du capital il faut substituer celle des exigences sociales de celles et ceux « d'en bas », des citoyens qui ne sont pas uniquement des électeurs mais une force politique à part entière.

Nous voulons une intervention citoyenne collective qui impose comme centrales dans le débat public les exigences suivantes issues des combats politiques et sociaux

Le néolibéralisme franchit aujourd'hui une étape qui conduit à des formes d'Etat sécuritaire, policier et raciste. C'est l'armature idéologico-politique qui permet d'imposer en force les reculs sociaux .C'est le modèle de société de la droite aujourd'hui face à la crise de la politique et de la République. L'Etat d'urgence n'en a été qu'un ballon d'essai. C'est donc la question des droits en général, de la dignité, de la lutte contre les discriminations sociales et raciales, des libertés et de la démocratie qui peuvent aujourd'hui être le socle d'une dynamique d'espoir et de rassemblement sans laquelle il n'y aura pas de victoire en 2007. D'où la nécessité d'exiger des droits pour toutes et tous, de donner une large place à la lutte contre les attaques subies par les personnes stigmatisées comme « étrangères » et par les jeunes. Nous voulons par la mobilisation faire retirer le nouveau projet de loi raciste en préparation, loi CESEDA qui conduit à une négation radicale des droits fondamentaux de la personne et affiche sa volonté d'aller piller les capacités et talents dans le monde. Nous mènerons cette mobilisation avec la volonté d'abrogation des lois Pasqua, Chevènement, Debré, Guigou de 1998 par un projet de loi donnant un accès simple à la nationalité pour toute personne résidant en France, automatique pour les enfants nés en France…la régularisation de tous les sans papiers et l'inscription dans la constitution de la citoyenneté de résidence.

Ce libéralisme autoritaire n'est pas inéluctable, indépassable. D'autres choix sont possibles qui nous évitent la barbarie, la guerre et le désastre écologique annoncés. Les mouvements sociaux altermondialistes inventent et expérimentent des solutions alternatives qui peuvent nous servir pour définir cet autre monde pas seulement possible mais nécessaire pour sortir de la barbarie dans laquelle le libéralisme nous enferme. Nous faisons notre l'objectif de la mise en oeuvre, avec les organisations populaires, associations, forces démocratiques, de projets de développement au Sud et de transformations qu'ils veulent voir soutenir. La dette doit être abolie et remplacée par des relations de coopération : cela implique un changement radical de l'OMC, sa disparition sous sa forme actuelle pour la faire intégrer dans les responsabilités et le contrôle de l'ONU renforcée et démocratisée.

— garantir à chacun(e) une place dans la société et des revenus tout au long de sa vie, le droit à la formation, au travail dans des emplois de qualité.

La suppression du chômage, de la précarité, du sous-emploi et de la pauvreté est aujourd'hui possible dans une société rendue assez riche par l'immense productivité du travail pour satisfaire les besoins de toutes et tous dans les domaines de l'emploi, de la santé, de la formation, du logement...une protection sociale élargie de plus haut niveau est indispensable aujourd'hui.

Une transformation de la répartition des richesses est possible par une autre politique de l'Etat qui développe l'emploi public et les services publics pour répondre aux besoins sociaux (droit à la santé assuré par une Sécu reconstruite, droit au logement). Mais aussi par une modification de la responsabilité des entreprises à l'égard des habitants de leur région et du pays, responsabilités qui appellent des obligations à l'égard de l'emploi et un changement des « politiques sociales » de celles ci : extension des pouvoirs des représentants des salariés, contrôle accru (qui permette à l'inspection du travail de faire son travail) du droit du travail et des licenciements, pénalisation des embauches précaires, responsabilisation des donneurs d'ordre vis à vis de leurs sous-traitants, une autre politique fiscale et bancaire ...sont autant d'outils pour une volonté politique transformatrice.

La RTT définie par la loi, par l'ordre public social, pour répondre aux besoins croissants de formation et au besoin de temps pour soi, est la mesure centrale d'une lutte contre le chômage qui rompe avec un traitement social ségrégatif.

Le droit à la formation deviendra un instrument d'amélioration des emplois et non le prétexte à des ségrégations renforcées entre les divers emplois (des formations qualifiantes pour les uns, des stages parking pour les autres...)

Dans une telle perspective, le droit à un revenu garanti lié au SMIC est à la fois un outil de lutte contre les bas salaires et le sous emploi. Il n'est pas seulement une mesure d'urgence pour restaurer le droit à vivre de ceux qui subissent aujourd'hui des minima de survie, c'est aussi la préfiguration de garantir le revenu d' « aller et venues » choisies entre périodes de travail et périodes soit de formation soit d'activités sociales utiles.

Abroger les lois sur les retraites participe de la modification des rapports de forces au profit des salariés en permettant de libérer des postes de travail.

Cela justifie encore davantage le rejet des décisions imposées lors de l'accord UNEDIC, comme pour celles subies par les intermittents, nous voulons, aujourd'hui, ou les nouveaux projets de CPE et CNE et de dire OUI aux revendications portées par les mouvements de chômeurs et les salariés : augmentation des minima sociaux, augmentation de tous les salaires, pas de minima sociaux au-dessous de 80% du SMIC.

— pour remplacer la 5ème république, renouveler la démocratie, des droits pour toutes et tous : donner un sens à la république démocratique et sociale

Dans une période où les moyens de formation, d'information connaissent des progrès masqués par l'utilisation qui en est faite aujourd'hui, il est possible de développer la démocratie.

Ceci implique d'abord d'en finir avec les discriminations subies par les femmes, avec les discriminations racistes insupportables pour les uns et facteurs de divisions dangereuses pour tous, avec les politiques ségrégatives et répressives contre les « classes dangereuses ». Pour cela, il nous faut imaginer la mise en oeuvre de nouveaux droits dans la société et les entreprises, s'atteler à une élaboration démocratique de modifications constitutionnelles en France et d'élaboration institutionnelle en Europe garantissant les droits sociaux et politiques des personnes, les libertés, la citoyenneté de résidence qui mette une nouvelle citoyenneté institutionnelle et sociale ouverte au centre du projet politique.

Il faut aussi mener une élaboration démocratique de modifications constitutionnelles, dont le droit à une information plurielle garantie par le service public, le contrôle des citoyens sur l'action publique et les élus, une place pour des formes de contre pouvoir et de démocratie participative à tous les niveaux des institutions publiques de l'Etat aux collectivités territoriales.

C'est aujourd'hui, nous le savons depuis la campagne référendaire, possible et nécessaire tant en France qu'au niveau des institutions européennes, il faudra mettre en oeuvre sans attendre ce processus constituant

Dans l'actualité récente, la saisine citoyenne sur la loi d'urgence anticipe une réforme possible des droits politiques pour les citoyens tout en nous donnant un outil de lutte immédiat. De même toutes les initiatives citoyennes pour imposer le débat public sur le logement, l'urbanisme, l'aide sociale, la mobilisation contre la « prévention de la délinquance » nous imposent de proposer d'autres fonctionnement de l'Etat et de ses appareils, donner une place à une démocratie plus participative, à l'expertise et au contrôle citoyen.

— pour un autre développement, changer le travail

La finalité du développement et du travail doit devenir la réponse aux besoins humains les plus divers : sociaux, culturels, la prise en compte des conditions de travail et du devenir de l'Humanité et de la planète. La course à la rentabilité financière leur est incompatible. Il est donc nécessaire de mettre fin à toutes les dispositions visant à nous enfermer dans ce qu'ils appellent «libéraliser les économies » que ce soit dans les réglementations internes ou européennes. Cela suppose de remettre en cause les traités européens actuels.

A partir de réflexions qui existent, nous ouvrirons un débat sur ces finalités de la production et des services, incluant aussi une appropriation publique de la production des biens communs à retirer du domaine de la marchandise, dont la fourniture pour tous est jugée nécessaire à la garantie des droits sociaux fondamentaux

Se pose immédiatement la question du financement, de prendre l'argent où il est, de réorienter les décisions financières et économiques vers la satisfaction des exigences sociales grâce à une maîtrise sociale par les salariés et les usagers des instruments économiques et monétaires, grâce aussi à un investissement dans les activités de recherche, garanties par des fonds publics.

Ceci ne sera possible que par une modification des rapports au travail prenant en compte le besoin de formation, de créativité, de prise de responsabilité, de démocratie et de temps « hors travail ». La première étape doit porter sur la définition collective de ce que doit être un emploi de qualité, un « vrai » emploi, et sur les droits des salariés sur le processus de travail. Ceci doit se traduire rapidement dans les faits par des textes qui remplacent et abrogent ceux de la droite libérale.

— une autre organisation du monde, de paix et de coopération

Les nouvelles techniques de communication, la conscience des enjeux planétaires en termes écologiques, implique un responsabilité commune face à un devenir commun.

L'ordre impérial belliciste qui se développe à l'initiative des multinationales et de l'empire US, nécessite une rupture radicale avec l'ordre actuel.

Une gauche opposée à cet ordre du monde ne reste pas muette sur la réaffectation sociale des dépenses militaires issues d'un désarmement et de la fin du commerce des armes. Elle doir avoir pour projet la transformation de l'OMC et du FMI en outils du PNUCED, de l'OIT et de l'ONU... Nous devons réaffirmer la primauté des droits fondamentaux et politiques des êtres humains sur l'économique : l'interdiction des brevets sur le vivant, le droit à la souveraineté alimentaire, le respect du principe de précaution en matière d'environnement, de santé publique et d'alimentation...

C'est très rapidement qu'il faudra prendre des mesures de sortie des accords du type AGCS et s'appuyant sur de nouveaux rapports de coopération avec les pays dus sud qui très vite vont découvrir les dégâts de ces accords

Dans tous ces axes de rupture avec la situation actuelle, on le voit, nous pensons qu'on ne peut séparer les questions sociales et de démocratie de la question d'un mode de développement respectueux de l'avenir, de la planète et de ses habitants.

En les légitimant par des réponses précises ces objectifs peuvent être fédérateurs de diverses mobilisations. Par exemple, faire valoir que les dépenses publiques ne sont pas un poids pour l'économie mais un levier d'efficacité nouvelle, que la productivité du travail dégage des possibilités actuellement détournées par le capital, que les entreprises ont une responsabilité envers les territoires et la vie sociale dont elles profitent, qu'une politique de désarmement couplée à une action volontariste et appropriée de financement des Objectifs du Millénaire pour le développement établis par l'ONU contribuerait à réduire l'injustice et les sources de conflits dans le monde.

L'expérience nous montre qu'on ne peut déléguer à quelque gouvernement que ce soi, la conduite de la politique que nous voulons. C'est pourquoi, nous souhaitons qu'en toute occasion, les mobilisations soient aussi le lieu où s'élaborent avec toutes les forces démocratiques les mesures qui peuvent répondre à ces mobilisations. Nous visons ainsi à de nouveaux rapports avec les institutions et les élus. Plus que des représentants, ceux-ci doivent devenir des partenaires qui favorisent l'intervention de ces mobilisations sur les institutions. Le centre de gravité du pouvoir doit se déplacer vers une réelle citoyenneté où représentation et participation des citoyens ne soient plus contradictoires.

Nous avons la lucidité de penser que nous avons besoin d'approfondir de grands chantiers de réflexion :

- Comment parler le langage de celles et ceux qui ont exprimé leur révolte en novembre dernier ou de celles et ceux qui ne se retrouvent pas dans les cultures politiques qui sont les nôtres.
- Quelle place stratégique attribuons-nous aux immigrés ou aux français toujours considérés comme « issus de » dans le cadre d'un combat que nous voulons unificateur ?
- Considérons-nous la segmentation des luttes comme un fait établi ou comme un handicap que l'on doit pouvoir surmonter par des projets transformateurs transversaux susceptibles de produire des intérêts et des objectifs communs ?
- Ne devons-nous pas encore travailler les moyens inscrits dans les conditions d'aujourd'hui (mondialisation, privatisations effectuées, productivité du travail…) indispensables aux transformations exigées ?
- Nous revendiquons tous et toutes une autre conception de la politique et de la vie institutionnelle. Mais nous éprouvons le besoin d'approfondir ce que cela implique pour les uns et les autres, notamment les rapports entre mouvements collectifs et pouvoirs institutionnels.

Voilà où nous en sommes. Nous appelons à poursuivre ensemble cette réflexion engagée et l'action pour construire l'alternative.

Pour nous contacter :

reseaucitoyen@wanadoo.fr

Pour contacter l'Appel pour des candidatures antilibérales unitaires :

alternativeunitaire2007.org